

Service d'Information
BUREAU de PARIS

CALENDRIER des RENCONTRES INTERGOUVERNEMENTALES

sur les PROBLEMES EUROPEENS.

Le présent document établit la chronologie des rencontres européennes qui ont été inaugurées par les entrevues de Rambouillet.

Nous y avons repris, pour chacune de ces rencontres, le communiqué officiel ou les commentaires officieux des porte-parole autorisés tels qu'ils nous ont été transmis par les agences de presse. Il ne s'agit donc pas dans tous les cas de documents ou de traductions authentifiés par les Chancelleries.

C A L E N D R I E Rdes RENCONTRES INTERGOUVERNEMENTALES EUROPEENNES

(arrêté au 8 octobre 1960)

-
- 29/30 Juillet 1960 - Chancelier Adenauer/ Général de Gaulle
à Rambouillet
 - 10/11 août - Mr. MacMillan/ Chancelier Adenauer à Bonn
 - 16 août - M. Luns/ M. Segni à Venise
 - 23 août - Mr. Edward Heath (adjoint au Chef du Foreign Office)/
Fanfani à Rome
 - 29 août - M. Luns/ M. Schaus/ M. Wigny (Ministres des Affaires
Etrangères des Pays-Bas, du Luxembourg et de
Belgique) à Bruxelles
(Harmonisation de leur politique en vue des
réunions ultérieures)
 - 30 août - M. Wigny/ M. Segni à Rome
 - 31 août - M. de Quay et M. Luns (Premier Ministre et Ministre
des Affaires étrangères des Pays-Bas)/ Général
de Gaulle à Paris
 - 2 septembre - Le Chancelier Adenauer rencontre M. Segni à Varèse
 - 3 septembre - MM. Fanfani et Segni/ Général de Gaulle à Rambouillet
 - 13 septembre - M. Eyskens et Wigny/Général de Gaulle à Paris
 - 17 septembre - M. Schaus/ Général de Gaulle à Paris
 - 3/4 octobre - Mr. Heath / M. Couve de Murville à Paris
 - 7/8 octobre - MM. Debré et Couve de Murville/ Chancelier Adenauer
à Bonn

°

° °

ENTRETIENS

entre le Chancelier Adenauer et le Général de Gaulle
à Rambouillet, les 29 et 30 Juillet 1960

Il n'y a pas eu de communiqué

COMMENTAIRES OFFICIEUX

(A.F.P.)

Les entretiens que le Général de Gaulle a eus avec le Chancelier Adenauer sont extrêmement satisfaisants, a déclaré M. Pierre Baraduc, porte-parole du Quai d'Orsay. Il est de fait que ces entretiens ont été plus brefs que prévus et que l'on s'est aisément mis d'accord.

La première partie de la conversation a été consacrée à une analyse de la situation internationale, compte tenu des développements récents. En ce qui concerne la construction européenne, les deux hommes d'Etat sont pleinement d'accord pour qu'elle se développe par la voie de la coopération entre gouvernements. Il convient maintenant d'étudier cette coopération dans le domaine politique. Les études vont se poursuivre à loisir et les deux hommes d'Etat feront part à leurs partenaires de leurs idées.

Répondant à la question de savoir ce que pourrait être cette construction européenne, le porte-parole du Quai d'Orsay a ajouté: "A cet égard, tout ce que l'on peut dire, c'est que le développement de la construction européenne sur le plan politique pourrait notamment comporter l'organisation de rencontres régulières entre les chefs d'Etat et de gouvernement et les Ministres intéressés".

ENTRETIENS

entre le Chancelier ADENAUER et Mr. MACMILLAN

à BONN, les 10 et 11 août 1960

COMMUNIQUE FINAL

Au cours de la discussion qu'ont eue les hommes d'Etat britanniques avec le Chancelier fédéral et le Ministre des Affaires Etrangères von Brentano, toutes les questions importantes qui sont d'intérêt commun pour les deux pays ont été discutées librement et d'une manière amicale. Les deux chefs de gouvernement attachent à leur rencontre une importance particulière, parce que les derniers développements de la situation internationale rendent nécessaire l'étroite collaboration du monde libre.

Ils ont été tous deux entièrement d'accord sur les grands objectifs qui doivent être atteints dans l'intérêt de l'Europe et du monde libre. Ils ont estimé tous deux qu'il est nécessaire dans l'intérêt de l'unité européenne de trouver une solution aux problèmes qui proviennent de l'existence de deux groupes économiques en Europe. Ils ont décidé en commun d'étudier en collaboration avec leurs partenaires respectifs les solutions possibles à ces problèmes, et de procéder à ce sujet à un échange de vues. Les deux gouvernements considèrent l'unité du monde libre et le maintien de la paix comme les buts supérieurs auxquels doit tendre la solution apportée aux autres problèmes.

ENTRETIENS

entre M. Luns et Segni,

à Venise, le 16 août 1960

COMMUNIQUE FINAL

Les deux Ministres des Affaires étrangères ont discuté ensemble la situation politique internationale et en particulier les problèmes européens. Au cours des conversations qui se sont déroulées dans un climat de sincère et loyale collaboration, un large accord de vues s'est manifesté. Les Ministres ont réaffirmé l'importance que les deux Gouvernements attribuent au renforcement de l'OTAN, organe essentiel pour la coordination de la défense militaire et politique du monde libre.

Les deux Ministres ont ensuite souligné la nécessité de développer le Marché commun sur la base des Traités de Rome et ont exprimé la conviction qu'il fallait continuer à faire le maximum d'efforts pour conserver à l'Europe la cohésion économique indispensable.

En ce qui concerne l'organisation politique de l'Europe occidentale, les deux Ministres se sont trouvés d'accord sur l'opportunité d'en approfondir le problème et de maintenir dans ce but des contacts ultérieurs./.

ENTRETIENS

entre Sir Heath et M. Fanfani,

à Rome, le 23 août 1960

COMMUNIQUE FINAL

Le Lord du Sceau Privé a eu à Rome le 22 et 23 août de fructueuses et amicales consultations avec le Président du Conseil M. Fanfani et avec le Ministre des Affaires Étrangères M. Segni. Les ministres ont passé en revue la situation internationale et les problèmes auxquels l'Occident doit faire face. De ces discussions est émané un parfait accord entre les gouvernements italien et britannique qui attribuent une valeur particulière à l'alliance défensive occidentale comme sauvegarde de la paix et de la sécurité.

Les ministres estiment concordamment que les présentes circonstances exigent la plus grande possible cohésion du monde libre et de l'Europe en particulier. Ils ont souligné l'importance que revêt la recherche d'une solution aux problèmes qui surgissent de l'existence du MERC et de l'OECE, et proposent de continuer les études en consultation avec leurs respectifs pays associés.

Le Lord du Sceau Privé a informé le Président du Conseil et le Ministre des Affaires Étrangères que le Premier Ministre et le Ministre Secrétaire d'État du Royaume-Uni sont satisfaits de leur prochaine visite à Rome qu'ils espèrent pouvoir effectuer en novembre.

DEPECHE A.F.P.

Le Communiqué conjoint, publié ce matin à Rome à l'issue des "consultations profitables et amicales" qu'ont eues Mr. Edward Heath, Lord du Sceau privé et M. Fanfani et Segni, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères, indique que les ministres ont passé en revue la situation internationale et les problèmes auxquels l'Occident doit faire face. Le communiqué ajoute que, de ces discussions, s'est dégagé un accord parfait entre les gouvernements italien et britannique, qui "attribuent une valeur particulière à l'alliance défensive occidentale, comme sauvegarde de la paix et de la sécurité".

Le communiqué affirme que la plus grande cohésion à l'intérieur du monde libre, et de l'Europe en particulier, est nécessaire, et souligne l'importance que revêt la recherche d'une solution aux problèmes posés par l'A.E.L.E. et la nécessité d'en poursuivre l'étude.

En conclusion, le communiqué commun italo-britannique confirme la prochaine visite à Rome probablement en novembre de Mr. MacMillan, Premier Ministre britannique.

entre MM. Wigny, Luns et Schaus

à Bruxelles, le 29 Août

Il n'y a pas eu de communiqué

DECLARATION à la presse de Monsieur WIGNY

tion politique mondiale et l'expérience belge, notamment hollandaise, renforcent de plus en plus notre conviction que l'Europe libre et libre doit s'organiser autour de ses institutions initiales et de nouvelles initiatives inspirées par le même souci de promouvoir des réformes prises et sont en voie de développement. Le développement que l'Europe économique de la CECA, du Marché commun, pourrait se superposer une Europe politique. N'est-ce pas l'expression -qui n'est encore qu'une image - de l'Europe européenne.

En outre, le Chancelier Adenauer s'est montré plus ouvert à un développement plus extensif qu'intensif. Il semble que pour l'Europe économique ne devrait pas se limiter aux frontières des Six, mais être plus serrée avec la Grande-Bretagne, le Commonwealth et le Japon. Ainsi sont résumées deux positions qui à vrai dire sont assez précises. Le Gouvernement belge a toujours été favorable à l'idée européenne et comme on l'a déjà dit, les faits ont certainement démontré l'utilité de cette coopération. Il est maintenant de déterminer le sens. Voilà pourquoi après avoir vu le Benelux, j'ai accepté de me rendre à Rome et ensuite, de Paris et moi-même, nous nous rendrons à Paris. En conclusion, les propositions nouvelles sans parti pris, sans fausse modestie, mais aussi en tenant compte de la position particulière des autres petits pays de la Communauté." ./.

ENTRETIENS

entre M. WIGNY et MM. FANFANI et SEGNI

à ROME, le 30 août 1960

COMMUNIQUE FINAL

Les Ministres des deux pays ont constaté d'un commun accord la nécessité que le monde libre, et en particulier l'Europe, réalisent une cohésion politique sans cesse plus forte. Ils ont aussi souligné leur volonté de poursuivre le développement de la Communauté européenne sur la base des traités en vigueur et en recherchant, en collaboration également avec les autres pays alliés, des solutions concrètes aux questions que soulève l'existence du Marché Commun et des Sept.

ENTRETIENS

entre le Général de Gaulle et MM. Luns et de Quay

à Paris, le 31 août 1960

Il n'y a pas eu de communiqué

COMMENTAIRES OFFICIEUX (A.F.P.)

(A.F.P.)

Tant du côté néerlandais que français, la plus grande discrétion est observée sur le contenu des conversations qui ont eu lieu aujourd'hui entre le Général de Gaulle et le Premier Ministre des Pays-Bas, M. Jan de Quay et le Ministre des Affaires étrangères M. Joseph Luns.

On indique simplement, dans les milieux autorisés que la conversation a porté sur l'organisation de l'Europe, les moyens d'aider à son développement et d'affirmer sa volonté politique. On se plaît à souligner, dans les mêmes milieux, le grand intérêt que l'on attache à cet entretien qui s'est déroulé dans l'esprit le plus cordial et a permis d'approfondir les principaux problèmes en cause. Ces entretiens sont qualifiés d'"exploratoires". Ils seront suivis d'autres réunions, et il a été convenu que les échanges de vues se poursuivront entre les deux gouvernements.

ENTRETIENS

entre le Chancelier Adenauer et MM. Fanfani et Segni

à VARESE, le 2 septembre 1960

COMMUNIQUE FINAL

Oggi 2 settembre alle ore 19, nella Prefettura di Varese, si sono iniziate le conversazioni fra il cancelliere Adenauer il Pres. del Consiglio Fanfani e il Min. degli Esteri Segni.

Hanno assistito ai colloqui l'Ambasciatore di Germania a Roma, Klaiber, l'Ambasciatore italiano a Bonn, Quaroni, il sottosegretario di stato del Min. degli Esteri federale Prof. Carstens, il direttore gen. degli Affari politici della Farnesina, Ambasciatore Straneo, nonché alti funzionari dei due dicasteri degli Affari esteri.

Le conversazioni, che si sono svolte nella massima cordialità e concordanza sui principali argomenti del momento riguardanti i due paesi e la situazione internazionale, hanno avuto termine alle ore 21,30./.

ENTRETIENS

entre M. FANELANI et le Général de GAULLE
à Rambouillet, le 3 Septembre 1960

Il n'y a pas eu de communiqué

COMMENTAIRE OFFICIEUX

(A.F.P.)

Selon les indications recueillies à l'issue des franco-italiens, on se montre très satisfait, tant du côté français qu'italien des conversations de Rambouillet qui ont permis de clarifier des problèmes qui se posent entre les deux pays et de renforcer une étroite communauté de vues.

Aucun communiqué ne sera publié et l'on fait par conséquent au moment du moins de la même discrétion qui avait été observée à l'issue des entretiens que le Général de Gaulle avait eu avec le Chancelier Adenauer et avec le Premier ministre hollandais M. Jan de Quay.

Les problèmes de l'organisation européenne et plus particulièrement du complément politique que le Gouvernement français souhaite voir apporter aux organisations existantes, ont été bien entendus pendant une large partie des entretiens. Ceux-ci doivent être poursuivis et être complétés avec les conversations que le Général de Gaulle a eues avec les chefs des gouvernements belge et luxembourgeois.

Il est permis de penser qu'au cours de la conférence de presse qu'il tiendra le 5 septembre, le Général de Gaulle exprimera ses vues sur les problèmes qui font actuellement l'objet des conversations de la France avec ses cinq autres partenaires européens.

entre M. Eyskens et Wigny et le Général de Gaulle
le 13 septembre 1960 à Paris

Il n'y a pas eu de communiqué

COMMENTAIRES OFFICIEUX
(AFP)

Les entretiens franco-belges ont eu le même caractère que les conversations récentes du Général de Gaulle. Il s'est agi essentiellement de préciser aux partenaires belges les conceptions françaises d'une organisation de la coopération politique complémentaire des institutions techniques existantes. Il s'est agi encore d'un échange de vues de caractère exploratoire. Ces échanges de vues doivent s'achever le 17 septembre, lorsque le Général de Gaulle recevra le premier Ministre du Luxembourg, M. Pierre Werner et le Ministre des Affaires étrangères, M. Eugène Schaus.

L'élaboration de l'organisation politique de l'Europe se poursuivra dans les prochaines semaines et fera l'objet de nouvelles rencontres et de nouvelles études. On rappelle à cet effet la visite de M. Debré et Couve de Murville feront les 7 et 8 octobre prochains à Bonn.

DECLARATION de M. WIGNY
(AFP)

A l'issue des conversations franco-belges qui ont eu lieu aujourd'hui à l'Elysée, M. Pierre Wigny, Ministre des Affaires étrangères de Belgique, qui s'est entretenu avec un groupe de journalistes, a déclaré que le premier Ministre belge, M. Gaston Eyskens et lui-même étaient venus à Paris essentiellement pour écouter le Général de Gaulle et connaître ses positions à l'égard de l'Europe et des Communautés à Six.

"Le Général de Gaulle est très ferme à cet égard, a dit M. Wigny. Comme nous il pense que l'Europe occidentale qui a un grand passé, doit avoir aussi un grand avenir et ne doit pas consentir à une décadence qui ferait de nous des vassaux des satellites. Il pense qu'on peut avancer dans la voie de la coopération dans le domaine politique. Ce serait dommage que le sort et le destin du monde fussent décidés en dehors de nous. Or, nous ne pourrions influencer sur ce sort et ce destin que si nous sommes unis. Cette idée rejouit la Belgique."

Le Ministre, exposant la position belge, a cependant fait deux réserves: "Nous nous soucions, dit-il, de nos relations traditionnelles avec la Grande-Bretagne, et, en ce qui concerne la Défense, nous ne comprenons pas comment le continent européen peut être garanti contre une invasion sans les Américains. Nous devons trouver des formules pour une meilleure consultation et une meilleure coopération, sans créer d'antagonisme vis-à-vis de l'Angleterre et de l'OTAN."

.. /

M. Wigny a ensuite exposé comment, à son avis, la coopération politique européenne devait s'ajouter aux structures économiques existantes, sans entraîner de révision ni d'affaiblissement du Traité de Rome.

"Nous sommes tous d'accord, a-t-il dit, pour prétendre que la coopération politique devient de plus en plus facile parce qu'il existe la substructure économique du Marché commun.

"Les Français y sont attachés et l'ont montré, puisqu'ils se sont prononcés même pour l'accélération du Marché commun.

"Nous sommes favorables à une nouvelle construction supplémentaire, mais inquiets devant toute reconstruction ou modification de ce qui existe. Il ne faut pas faire un pas en avant pour faire deux pas en arrière. Nous sommes favorables à tout ce qui renforce la coopération européenne et inquiets de ce qui la retarderait." M. Wigny a souligné que, sur ce point, les positions belges et françaises ne sont pas très éloignées.

"De cet échange de vues, a dit M. Wigny, il sortira des propositions plus concrètes. Nous espérons qu'elles seront constructives".

Il a précisé que ces propositions seront soumises sans doute aux six gouvernements avant la fin de l'année. "Je n'ai pas dit - a-t-il ajouté - qu'on se réunirait pour discuter ces propositions".

Interrogé sur les relations entre les Six et les Sept, M. Wigny a admis que ce problème se posait, mais "si on ne doit rien faire contre les Anglais, il ne faut pas non plus les attendre pour faire quelque chose parmi les Six".

Le Ministre belge a déclaré encore que la Belgique n'était pas l'adversaire de l'idée d'élections européennes, mais a souligné qu'on ne devait pas heurter les susceptibilités des parlements nationaux. La question d'un référendum européen n'a pas été abordé au cours des conversations franco-belges.

Enfin, M. Wigny a indiqué que, sur la demande du Général de Gaulle, M. Eyskens et lui-même avaient exposé la position belge sur le Congo. "D'une façon générale, a-t-il déclaré, nous considérons que l'Europe a de grands devoirs à l'égard de l'Afrique et que l'Afrique a beaucoup à attendre de l'Europe.

M. Wigny s'est montré réservé à l'égard des projets de réforme de structure de l'OTAN, mais a souligné l'importance des consultations portant sur des régions situées en dehors du périmètre garanti par le Traité.

ENTRETIENS

entre le Général de Gaulle et MM. Werner et Schaus
à Paris, le 17 septembre 1960

Communiqué publié à Luxembourg le 18/9.

"Le thème central des entretiens a été formé par le problème de la coopération européenne, tel qu'il a été posé dans les récentes déclarations du Gouvernement français.

Les Ministres luxembourgeois se sont déclarés en faveur de toutes mesures destinées à resserrer entre les pays européens une coopération politique qui leur paraît être une exigence impérieuse dans les circonstances de l'heure actuelle. En même temps, ils ont exprimé leur préoccupation que la recherche de nouvelles formules de collaboration n'ait pas pour effet de remettre en cause les traités qui régissent les communautés européennes. Au cours d'une expérience prolongée, le Luxembourg a pu mesurer en effet les avantages de l'intégration économique et c'est pour cette raison qu'il désire que les objectifs envisagés par les traités existants restent intacts et que les réalisations acquises dans le cadre des Communautés, dont certaines revêtent pour le Luxembourg un caractère vital, soient sauvegardées.

Le gouvernement luxembourgeois est volontiers disposé à rechercher d'un commun accord avec les autres pays intéressés les moyens et les formes les plus appropriés destinés à étendre la coopération européenne à des domaines nouveaux. Les ministres luxembourgeois ont confiance que les nouvelles formes d'organisation politique recherchées en Europe occidentale seront telles qu'elles consolideront la cohésion de l'OTAN et favoriseront la solidarité avec tous les Etats membres de cette organisation. Les ministres ont été heureux de constater au cours des conversations que les intentions du gouvernement français tiennent compte dans une large mesure des préoccupations européennes et nationales du gouvernement luxembourgeois. Dans cet esprit, ils ont fait connaître au Président de la République leur appréciation pour l'initiative prise dans le Gouvernement français et pour la nouvelle impulsion donnée par cette initiative au progrès de la coopération européenne"./.

Aucun communiqué n'a été publié à Paris

ENTRETIENS

entre Lord Edward HEATH et M. COUVE de MURVILLE
à Paris, les 3 et 4 Octobre 1960

Le Ministre des Affaires Etrangères de France, M. COUVE de MURVILLE, et M. HEATH, Lord du Sceau privé, se sont rencontrés au Quai d'Orsay, les 3 et 4 Octobre.

Ils ont procédé à un tour d'horizon général et examiné les principaux problèmes qui confrontent les deux pays, notamment la question de la coopération européenne et Atlantique en général.

Les deux Ministres ont été d'accord pour considérer que le Traité de l'Atlantique Nord est la base de la sécurité européenne.

En ce qui concerne les Institutions européennes, M. HEATH a exprimé l'intérêt du Gouvernement britannique pour le problème général des consultations politiques en Europe et M. COUVE de MURVILLE a exposé les idées du Gouvernement français dans ce domaine.

Les Ministres ont examiné la question des relations entre la Communauté Economique Européenne et la Zone Européenne de Libre Echange et ont été d'accord pour estimer qu'il était désirable d'étudier des solutions possibles aux problèmes résultant de l'existence des deux groupements économiques en Europe./.

ENTRETIENS

de MM. Debré et Couve de Murville
avec le Chancelier Adenauer et M. von Brentano
à Bonn, les 7 et 8 octobre 1960

" MM. Debré et Couve de Murville ont eu à Bonn, les 7 et 8 octobre, avec M. Adenauer et von Brentano, des entretiens marqués par l'esprit d'amitié et de franchise qui caractérise les rapports entre les deux pays.

Les conversations ont porté sur l'évolution de la politique mondiale depuis l'échec de la conférence au sommet et ont permis de constater que la solidarité du monde libre constituait plus que jamais la condition primordiale d'une défense efficace contre les menaces soviétiques.

Les entretiens ont montré de nouveau que l'Alliance Atlantique formait la base de la sécurité européenne et que l'effort collectif de tous les membres de l'Alliance, guidé par une volonté commune, était nécessaire pour garantir cette sécurité. La coopération la plus étroite entre les partenaires européens et nord-américains de l'Alliance est la condition indispensable à la défense efficace du monde libre.

Au cours de l'examen des propositions françaises relatives à l'organisation de la coopération européenne, les deux chefs de gouvernement ont estimé que l'unité de l'Europe était l'objectif des deux gouvernements. Les deux gouvernements sont prêts à examiner avec leurs partenaires les mesures appropriées. Les résultats déjà obtenus dans le passé ne doivent pas être remis en question et un nouvel élan doit être donné à l'oeuvre entreprise dans le cadre européen.

Les deux chefs de gouvernement ont été d'accord pour estimer qu'il était de l'intérêt européen de trouver une solution aux problèmes nés de l'existence de deux groupes économiques en Europe./." "
